

Autonomie protéique

Oser le soja « pays »

La coopérative Terre comtoise a organisé une grande journée de visite de son site d'essais à Rigney. Une journée « agronomie et innovation » durant laquelle a notamment été mis en avant le plan de développement régional du soja. Un défi technique mais aussi un pari sur l'avenir, qui permettrait de sécuriser les filières tracées et d'assurer un approvisionnement local en protéine pour tous les éleveurs.

Sept hectares d'essais, organisés en 11 pôles techniques, avec 80 conseillers pour guider et renseigner les plus de 400 agriculteurs qui les ont parcourus. Voilà en quelques chiffres un aperçu de ce que représentait la journée « agronomie et innovation » organisée à Rigney par Terre comtoise et les sociétés du GIE Franche-Comté Appro (Faire, Moulin Jacquot venu de Vesoul avec un car de clients, Thiébaud, Dubrez). Deux ans après Mamirolle, la coop renouvelle donc l'expérience, avec des thématiques variées et volontairement techniques. « L'agronomie est revenue au cœur de nos métiers parce que les pratiques culturales peuvent encore évoluer et que les performances de nos exploita-

tions peuvent encore progresser », introduit le directeur Frédéric Moine.

Sortir des impasses techniques

Du côté des micro-parcelles, le site n'a pas à rougir de son organisation. Des essais en blocs à trois répétitions, mis en place l'été dernier, et pour lesquels « ont été mobilisés une trentaine de techniciens depuis un mois ». Particulièrement appréciés, les essais variétaux blé, les essais fongicides, les essais orges hybrides (fertilisation azotée, dates de semis) ou encore variétés de colza et fertilisation du maïs.

Mais la partie la plus « exotique » de la journée reste encore le pôle soja. Une

vingtaine de variétés y sont testées (y compris des variétés précoces 000).

La culture étant réputée difficile à conduire sur le plan de l'enherbement, les modalités testées ont été la densité de semis (de 50 à 70 grains/m²) et le programme herbicide. Semées à la mi-avril, les micro-parcelles ont interpellé les visiteurs dont certains comme André « ont déjà essayé de se lancer il y a plus de 20 ans », mais ont été « découragés par les impasses techniques ».

100 € pour bâtir une filière

Mais depuis 20 ans, l'environnement agronomique et économique a terriblement évolué. D'abord avec l'apparition de variétés précoces à très précoces (000). Mais aussi avec la problématique OGM, et leur rejet par certains consommateurs, et de facto par certains cahiers des charges (dont l'AOC comté dans le Doubs et Gruyère IGP en Haute-Saône). Or aujourd'hui, 80 % de la production mondiale de soja est assurée par trois pays (États-Unis 90 Mt, Brésil 70 Mt, Argentine 55 Mt). Avec 120 000 t de production (43 000 ha en 2013, contre 120 000 ha en 2001), la France est loin de subvenir à ses besoins en tourteaux (4 Mt annuels environ).

Elle a donc largement recours à l'importation, qui la rend dépendante et fragilise ses filières sans OGM. Ces

filières étant en effet ultra-minoritaires à l'échelle mondiale, les grands pays producteurs n'ont aucun intérêt à développer de marché « sans OGM », sauf contrepartie pécuniaire...

Le soja sans OGM est donc aujourd'hui disponible, mais il a un prix : environ 100 € de plus que le soja OGM. Et c'est de cette différence de prix que Terre comtoise compte profiter pour permettre à une filière locale d'émerger : « Ces 100 €, c'est ce qui va nous servir à collecter, transporter, extruder et distribuer notre soja », développe son président Clément Tisserand. Un « pari mesuré » selon lui : « En tant que fabricant d'aliment, nous devons faire le lien entre céréaliers et éleveurs pour assurer la ressource tracée en raisonnant à l'échelle locale ».

Un extrudeur en copropriété

Car à 0,6 ou 0,8 kg/VL, et compte tenu du nombre d'animaux engagés dans les filières tracées, il faudrait sans doute 10 kt à la coop pour subvenir à ses besoins. Soit près de 3 ou 4.000 ha de soja. « C'est une culture propre, qui demande peu d'intrants, aucun fongicide, aucun insecticide », argumente le président. Les producteurs devraient donc s'engager dans la production, si les impasses techniques sont contournées. Près



■ Le président, Clément Tisserand, devant les essais de soja : de l'importance de la ressource locale en protéine tracée.

de 1 000 ha seraient déjà contractualisés, avec à la clef des prix attractifs (430 €/t payés l'an passé).

Pour sa transformation, Terre comtoise a acquis des parts dans la société Extrusel, basée à Chalon-sur-Saône. L'outil existe déjà, puisqu'il triture à ce jour 40 kt de colza et autant de tournesol. Il va donc être adapté pour se mettre à travailler du soja. Reste à l'alimenter et à consolider l'approvisionnement local. La compétitivité et la crédibilité de nos filières qualités sont réellement en jeu.

Louis de Dinechin



■ Belle affluence pour cette journée technique organisée par Terre Comtoise et ses filiales à Rigney.

Pollinisation

Le dessein des essaims

A Rigney, le groupe Terre Comtoise (TC) a souhaité mettre en avant les innovations techniques, et en particulier le thème de la pollinisation n'a pas été oublié parmi les différents ateliers de biocontrôle et sur les bonnes pratiques agricoles.

On aurait dit des abeilles butinant le nectar de fleurs en fleurs. Ce jour-là, Rigney avait des allures de ruches. Les différents groupes invités à cette rencontre « Agronomie et Innovation » déambulaient d'ateliers en ateliers. L'occasion pour nous de revenir sur un point qui n'a rien d'évident : la complémentarité entre innovations et techniques respectueuses de l'agriculture. La visite de la plate-

forme de Rigney proposait aux visiteurs d'observer les tests de variétés ou des techniques innovantes. Mais la coopérative a également mis l'accent sur les ateliers de biocontrôle (méthodes de lutte alternative et de contrôle biologique des agresseurs) et sur les bonnes pratiques agricoles. Les participants ont ainsi pu participer à différents ateliers animés par des partenaires ou des fournisseurs de TC, plus axés sur la gestion des effluents des produits phytosanitaires, la sensibilisation sur le port des EPI (équipements de protection individuels), le local phyto, le programme ecophyto, etc...

Revenir dare-dare aux pollinisateurs

Un atelier apicole était ainsi organisé pour sensibiliser les centaines d'agriculteurs présents à l'importance du rôle des abeilles dans la fertilisation des cultures. Avant tout, sachons que les pollinisateurs, abeilles ou papillons confondus sont responsables à 80 % de la pollinisation. « En production de semences, confie un membre de Syngenta, nous sommes tributaires à

près de 100 % des abeilles ! » Les pollinisateurs se partagent en trois groupes égaux. Un tiers d'entre eux sont effectivement des abeilles, un autre est composé de diptères et enfin le reste comprend des papillons et autres insectes collaborateurs. Or, plus ce monde sera nombreux dans les parcelles, mieux ce sera pour la fertilisation. « Il y a vraiment des intérêts importants d'avoir des insectes dans ses parcelles » insiste un membre de l'équipe promouvant des bandes enherbées pleines de fleurs. « Il faut repenser ses assolements. Il suffit, continue-t-il, de dédier 3 % de la surface cultivable de bandes où l'on mélange du trèfle, de la bourrache, et de la phacélie, et de les doter de ruches. On conseille deux ruches par hectare ».

Des études menées par des instituts de recherches pour le CNRS prouvent les effets bénéfiques des associations des ruches dans les parcelles cultivées. Avec cette présence, on a observé dans certains cas une augmentation de 38 % des rendements. Il y a donc une complémentarité entre l'apiculteur et l'agriculteur qui se confondent de temps en temps en une même personne.

Mais, les abeilles et les pesticides font-ils bon ménage ?

Les insecticides ont mauvaise presse. « Le Gaucho n'est pas seul responsable de la mort des abeilles », soulignait dernièrement une dépêche de l'AFP (Agence France Presse). Ni les autres insecticides utilisés dans bon nombre de cultures. L'alimentation des abeilles nécessite une bonne diversité, qu'il n'y a pas forcément ; les parasites comme le varroa destructor affaiblissent et contaminent les colonies ; des champignons microscopiques et en particulier le nosema ceranae provoquent des maladies fongiques ; les frelons asiatiques inquiètent aussi, notamment par la rapidité de leur agressivité. Pourtant, et c'est ce que dans cet atelier les promoteurs ont tenté de faire passer comme message, avec une meilleure utilisation des produits phytosanitaires, respectueuse de l'agriculture, les risques sont maîtrisés à la fois pour les hommes et pour les insectes pollinisateurs. Et sans passer

par des solutions extrêmes, comme celle proposée par Ségolène Royale d'interdire les phytosanitaires à moins de 200 m des habitations. « Aujourd'hui, déplore-t-on au stand, certains agriculteurs pulvérisent à n'importe quelle heure de la journée, sans penser que cela puisse être à la fois inutile et dangereux. » Par exemple, il faut éviter de traiter le matin, lorsque la production de nectar monte, mais préférer le soir, à partir de 17 h.

En somme, « on peut très bien conserver une agriculture productive et compétitive avec un meilleur respect de la biodiversité en utilisant de manière raisonnée les pesticides ». Et cela passe notamment par l'intermédiaire de ces bandes fleuries, qu'il ne faut pas hésiter à placer même au sein de ses parcelles. Ces parcelles mellifères ont un excellent potentiel dans un rayon de 300 mètres. A 500 mètres, cela vaut la peine de remettre une bande, de préférence en semant des plantes qui ont un réel intérêt pour les insectes ; les abeilles sauront en être très reconnaissantes !

PAD



■ Une abeille butine la bourrache sur une bande mellifère à Rigney, jeudi.